



PARLEMENT EUROPÉEN

DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES EXTÉRIEURES

DIRECTION B

Département thématique

NOTE

SUR LES RELATIONS

ENTRE LE NICARAGUA ET L'UNION EUROPÉENNE

Résumé:

Le président Bolaños n'a toujours pas de majorité au parlement nicaraguayen, ce qui complique les actions de son gouvernement. Les prochaines élections présidentielles de novembre 2006 ont prématurément centré l'attention sur la scène politique. Les partis traditionnels se sont scindés en plusieurs groupes qui ont donné naissance à de nouveaux partis.

La croissance économique a conservé une dynamique positive au cours de ces dernières années, l'inflation est restée sous contrôle et la dette extérieure a considérablement diminué. Cependant, pour le Nicaragua, la coopération internationale reste une nécessité.

Lors du Sommet de Vienne de 2006, l'UE et l'Amérique centrale ont conclu un accord de partenariat global, incluant la création d'une zone de libre échange.

DGEXPo/B/PolDep/Note/2006_104

06 juin 2006

Cette note a été demandée par la délégation du Parlement européen pour l'Amérique centrale.

Elle est disponible dans les langues suivantes: espagnol.

Auteur: Pedro Neves.

Manuscrit achevé en juin 2006.

Pour obtenir des copies, prière de contacter: pneves@europarl.eu.int.

Parlement européen, Bruxelles, juin 2006.

Ce qui est exprimé dans la présente n'engage que l'auteur de ce document et ne reflète pas la position du Parlement européen.

Sources utilisées :

Economist Intelligence Unit (EIU)
Commission européenne
Eurostat
Oxford Analytica
World Market Research Centre

SOMMAIRE

I. SITUATION POLITIQUE.....	7
II. SITUATION ÉCONOMIQUE	14
III. RELATIONS ENTRE L'UE ET LE NICARAGUA.....	17

ANNEXES

* *
*

INTRODUCTION GÉNÉRALE¹

L'histoire, la culture et l'économie du Nicaragua sont très liées à celles de ses voisins de l'isthme: Guatemala, Honduras, El Salvador et Costa Rica. Ces pays, avec le Panama et le Belize (ex-Honduras britannique), forment une langue de terre de 540 000 km² (autant que la France), qui comptait, en 1950, 8 millions d'habitants. Près de cinquante ans après, elle en totalise 35 millions. La population du Nicaragua était quant à elle estimée à 5,7 millions en 2005.

Les pays d'Amérique centrale connaissent la domination coloniale espagnole depuis le XVI^e siècle jusqu'à 1821, année de leur indépendance. En 1824 est créée la Fédération centro-américaine, composée des États suivants: Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua et Costa Rica. Quinze ans plus tard (1839), la Fédération cesse d'exister, victime des nationalismes régionaux et des intérêts étrangers. Une deuxième période "post-indépendance" s'ouvre, marquée par la consolidation des États nationaux, par l'intégration de la région dans l'économie mondiale (par le biais de la culture du café et de celle de la banane) et par l'ascension d'une oligarchie "caféière" très dépendante des capitaux et des marchés extérieurs.

La crise de 1929 frappe particulièrement les pays d'Amérique centrale par la baisse des cours des matières premières, la réduction des possibilités d'exportation, l'inexistence d'un secteur industriel alternatif, un brutal désinvestissement des États-Unis. À cette crise s'ajoutent les multiples interventions militaires de Washington, préluant au long règne des "dictateurs de la dépression": Maximiliano Hernandez au Salvador, Tiburcio Carias en Honduras, la dynastie des Somoza au Nicaragua, Jorge Ubico au Guatemala.

Dans les années 60, la montée des prix du café et la formation du Marché commun centro-américain (MCCA) rendent propices le déclenchement de tentatives réformistes limitées. Vingt ans plus tard, une conjoncture économique internationale défavorable (chute des prix des traditionnelles exportations centro-américaines, augmentation de la dette extérieure, etc.) entraîne la dévaluation, l'inflation, le chômage et par conséquent un grand mécontentement social. Les oligarchies de l'isthme, craignant le modèle cubain, délèguent le pouvoir politique aux militaires. Des conflits éclatent dans presque tous les États de l'Amérique centrale. Le groupe de Contadora, formé en 1983 par le Mexique, le Venezuela, le Panama et la Colombie, aura un rôle déterminant dans le règlement négocié des conflits, sur la base du respect de l'indépendance des pays concernés. L'action de ce groupe, soutenu par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, aboutit, le 7 août 1987, à l'accord de paix connu sous le nom de Esquipulas II, qui marque une évidente mise à l'écart de la diplomatie de Washington et une attitude plus indépendante des pays centro-américains signataires.

La paix est revenue en Amérique centrale, mais l'isthme est exsangue. On recense 100 000 à 150 000 morts au Guatemala, 75 000 au Salvador et 100 000 (au cours de conflits) au Nicaragua. Plus de deux millions d'habitants ont en outre été contraints d'abandonner leurs foyers dans les années 80, et, près de la moitié de ces personnes déplacées ont quitté la région. Les négociations de paix, résultant d'un compromis politique, ont cependant sacrifié

¹ Voir annexe I

l'aspect socio-économique à l'origine des conflits. Malgré les spectaculaires progrès institutionnels, l'apparition de l'État de droit, l'émergence d'une vie démocratique, la dégradation continue de la situation économique et sociale rend problématique toute perspective de stabilisation politique. Une longue période de guerres civiles a permis la disparition des dictatures militaires. Un modèle alternatif de développement n'a toutefois pas encore fait son apparition. La crise se termine là où elle avait commencé: comment sortir de l'injustice sociale?

Géographie²

Le Nicaragua, situé entre les côtes de l'océan Pacifique et de la mer des Caraïbes, est un pays de 120 254 km² peuplé de plus de 5 millions d'habitants et dont la croissance démographique atteint 2,6%. La population est composée en grande partie de métisses d'ascendance européenne et amérindienne (69%), mais aussi de 17% de blancs, de 9% de noirs originaires de la Jamaïque et de 5% d'Amérindiens pure souche.

Le Nicaragua, pays traditionnellement rural, s'urbanise chaque jour davantage; on estime actuellement que 60% de la population vit en zone urbaine, la ville la plus peuplée étant la capitale, Managua, avec approximativement un million d'habitants.

La langue officielle est l'espagnol, elle coexiste avec de nombreuses langues indigènes. La religion est majoritairement catholique (95%), l'Église occupe une place prépondérante dans la vie du pays.

Le Nicaragua présente de nombreux traits communs avec ses voisins d'Amérique centrale, notamment en ce qui concerne la faiblesse de son économie et sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Cette situation s'est aggravée ces dernières années suite à des catastrophes naturelles, comme les ouragans qui secouent régulièrement la région, qui ont décimé les ressources les plus élémentaires nécessaires à la subsistance de la population provoquant ainsi des situations d'extrême pauvreté pour un nombre important de personnes, principalement autochtones.

² Voir annexe II et III

I. SITUATION POLITIQUE

1. Introduction

1.1. Histoire

Le Nicaragua est un pays issu de l'ancien empire espagnol qui, après avoir été brièvement dépendant du Mexique (en 1821), est devenu République indépendante en 1838. C'est à cette époque qu'apparaissent les embryons des deux partis rivaux qui détermineront la politique nicaraguayenne quasiment jusqu'à nos jours : les libéraux, basés à León, et les conservateurs, fortement implantés à Granada. Managua, fondée en 1855, fut choisie comme capitale pour mettre fin à la rivalité entre ces deux villes.

Les rivalités et les guerres entre les différents groupes sont à l'origine de l'instabilité politique chronique et de la difficulté de consolider un régime démocratique représentatif. Dans la pratique, cette situation s'est traduite par une dépendance du pays vis-à-vis des puissances étrangères et notamment des États-Unis qui finit par considérer le pays comme une sorte de protectorat et par contrôler toute l'économie nicaraguayenne, basée sur une agriculture destinée à l'exportation d'un nombre réduit de matières premières comme le café ou le coton. Les grandes inégalités régionales et le manque d'infrastructures adéquates ont rendu l'intégration de l'économie du pays difficile.

Anastasio Somoza, profitant des conflits entre élites et des rivalités locales entre populations, prit le pouvoir en 1936 pour y installer un régime dictatorial qui, grâce à l'armée, à la Garde nationale et au soutien d'importants groupes de pression nord-américains, marquera près de quarante ans de l'histoire du Nicaragua. Durant toutes ces années, le Nicaragua fut gouverné par plusieurs membres de la famille Somoza. Ceux-ci ont encouragé les privatisations du secteur public pour enrichir les proches du dictateur et leurs semblables.

En 1979, suite à une sanglante guerre civile qui fit 50 000 victimes, le régime de Somoza s'effondre pour être remplacé par le principal mouvement d'opposition, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) (Sandino était un général qui se révolta contre la domination des États-Unis et fut assassiné en 1934), qui lança un projet révolutionnaire destiné à transformer radicalement les structures socio-économiques en tentant de réduire les grandes inégalités sociales. Leurs priorités tenaient en quelques points: l'alphabétisation, la réforme agraire, l'accès à l'assistance sanitaire et l'élargissement du droit à l'éducation. Au niveau politique, le sandinisme a encouragé la démocratie participative en sollicitant les organisations syndicales et sociales des paysans.

En 1987, une Constitution reprenant les principales libertés fondamentales fut adoptée dans le but de créer un État moderne de caractère national. Mais plusieurs facteurs entravèrent la voie de la démocratie: la réaction de la classe traditionnelle dominante, la belligérance des guérilleros anti-sandinistes (contras) soutenus massivement par les États-Unis, et la bipolarisation croissante entre partisans des sandinistes et ceux de l'opposition.

Les élections du 25 février 1990 ont eu pour effet de consolider la démocratie représentative, des progrès considérables ont alors été réalisés pour aboutir à une démocratie effective, fondée sur des principes de pacification, de réconciliation et de subordination des militaires au pouvoir civil, garantissant de la sorte une parfaite division des pouvoirs.

C'est la première fois que l'ensemble des forces politiques participait à des élections, les résultats furent unanimement reconnus comme légitimes, tant au niveau national qu'international. Ces élections furent remportées par l'opposition du FSLN, l'Alliance nationale de l'opposition (UNO), emmenée par Violeta Chamorro à qui le pouvoir fut remis. Elle demeura à la présidence du Nicaragua pendant près de sept ans.

Le gouvernement de Violeta Chamorro se caractérisa par la recherche d'un fragile équilibre entre l'héritage sandiniste et les positions antagonistes de l'opposition, fortement polarisée. Son mandat fut difficile car elle se vit contrainte d'assumer une situation économique caractérisée par un état chaotique des finances publiques et une situation politique instable étant donné l'existence de bandes armées constituées d'anciens contras et sandinistes et les tensions qu'elle généra au sein de son propre parti, l'UNO, en souhaitant maintenir une partie de l'héritage sandiniste.

Le 20 octobre 1996 se tinrent les troisièmes élections depuis la chute de Somoza. Elles se déroulèrent dans un contexte bien différent de celui qui avait caractérisé les élections de 1990 puisqu'au niveau international, le paramètre de la guerre froide n'entrait plus en compte et qu'au niveau national, la tension populaire avait considérablement diminué. La démocratie représentative n'était plus sujette à discussion et tous les partis assumaient les principes d'une économie de marché.

Ces élections, qui ont conduit au changement de présidence, du corps législatif et des collectivités locales, ont été caractérisées par un taux élevé de participation, plus de 76% d'un corps électoral constitué de 2,4 millions de votants se sont rendus aux urnes. Les élections furent remportées par l'Alliance libérale de Arnoldo Aleman qui, après avoir été maire de Managua, fut proclamé Président. La passation de pouvoir se déroula pacifiquement le 10 janvier 1997.

Le 4 novembre 2001, l'élection présidentielle a mis aux prises le sandiniste Daniel Ortega, chassé du pouvoir en 1990 après onze ans de "règne" et le candidat du Parti libéral, Enrique Bolaños, pénalisé durant la campagne électorale par le bilan désastreux du gouvernement de l'ancien Président aussi libéral, Arnoldo Aleman. Celui-ci a laissé, en effet, un lourd héritage à son successeur: agriculture en ruine, en partie imputable à l'effondrement des cours du café et à une sécheresse dévastatrice qui a provoqué une véritable famine, la misère touchant 70% des Nicaraguayens. Les réserves de devises ont fondu au cours des derniers mois de l'administration Alemán et le FMI a dénoncé l'incapacité du gouvernement à atteindre les objectifs fixés en matière de recettes fiscales, menaçant de suspendre son aide. Malgré cet handicap, M. Bolaños est sorti vainqueur du scrutin. La Présidence belge a fait, au nom de L'UE, la déclaration suivante: "L'UE félicite le peuple nicaraguayen et les partis politiques pour la maturité démocratique dont ils ont fait preuve lors des élections présidentielles du 4 novembre 2001 auxquelles la participation a été massive (...). L'UE présente ses félicitations à son Excellence Monsieur Enrique Bolaños à l'occasion de son élection à la

Présidence de la République du Nicaragua (...) et invite le Président Bolaños et le gouvernement à prendre toutes les mesures pour faire face aux problèmes dans les domaines de bonne gouvernance et l'éradication de la corruption en tant que conditions *sine qua non* pour le développement du pays."

2. Institutions et politique intérieure

2.1. La Constitution

La Constitution mise en place par le gouvernement sandiniste en 1987 établit une république aux pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires indépendants. Le Conseil électoral suprême, également indépendant, est chargé d'organiser et de contrôler les élections. Le rôle de ce quatrième pouvoir peut paraître étrange mais il prend tout son sens lorsque l'on sait que, par le passé, les élections au Nicaragua ont fréquemment été contestées par les partis défaits.

La guerre civile des années 80 ayant créé une société extrêmement polarisée, un véritable gouffre pratiquement infranchissable entre le FSLN et les partis conservateurs, un amendement a été apporté à la Constitution en 1995 pour tenter de réconcilier et équilibrer les deux partis. Cet amendement, appelé *El Pacto*, a porté sur les alliances électorales, les quotas de vote nécessaires pour les petits partis (il y en avait 23 aux élections de 1996), la suppression de la présentation de candidatures hors des partis et le rétablissement d'une «meilleure représentation sandiniste» dans les organes de l'État. Il fut aussi décidé d'abandonner de 45 % à 40 % le minimum requis pour gagner au premier tour des élections, et même à 35 % si la distance avec le candidat suivant était d'au moins 5 %. Les ex-présidents, devenant automatiquement membres du Parlement national, jouiront de l'impunité.

Beaucoup estiment que le Pacte affaiblit la démocratie en concentrant trop de pouvoirs entre les deux principaux partis et en leur assurant une impunité réciproque. Certains sandinistes y voient une infidélité aux idéaux révolutionnaires et une compromission avec des forces représentant la corruption. Un nouvel amendement à la Constitution introduit en 2000 est même allé plus loin que *El Pacto* en accordant aux partis la possibilité d'exercer une influence plus importante sur la Cour suprême de Justice.

2.2 L'exécutif

Le Président est élu pour une durée de cinq ans lors d'un scrutin à un tour avec l'Assemblée nationale et dirige le gouvernement. Il ne peut pas briguer de second mandat. La méfiance témoignée à l'égard d'un pouvoir exécutif fort, la peur du népotisme et le désir d'équilibrer les forces politiques dans le pays plutôt que de concentrer le pouvoir dans une institution ont conduit à l'adoption de deux amendements à la Constitution, en 1995 et en 2000, qui visent à réduire les pouvoirs du Président. La polarisation politique au Nicaragua a pour conséquence d'entraîner, lors de chaque changement de gouvernement, des modifications considérables de l'administration. Cela semble poser un problème majeur puisque chaque nouveau gouvernement est contraint de compter sur une administration inexpérimentée. Les positions clés sont réparties sur la base de considérations politiques plutôt que sur la base de

critères de compétences et de connaissance. Dans ces conditions, il est donc difficile de construire une administration nationale solide. La prochaine élection aura lieu en 2006.

2.3 Le Parlement

Ce corps législatif est une assemblée nationale unicamérale composée de 92 députés élus pour 5 ans. 90 députés sont élus à partir de listes de parti établies au niveau départemental et national. Le Président sortant et le deuxième à la course présidentielle obtiennent un siège à l'Assemblée nationale pour arriver à 92. En 1995, *El Pacto* a doté le Parlement de nouveaux pouvoirs considérables comme celui de passer outre un veto présidentiel par un simple vote à la majorité simple.

2.4 Le système judiciaire

Selon les observateurs, le système judiciaire demeure inefficace et passablement surchargé. Une nouvelle loi organique sur le pouvoir judiciaire, qui était censée s'attaquer aux problèmes de corruption et d'inefficacité, a été introduite en 1999 mais n'a pratiquement débouché sur aucun résultat. Les pouvoirs de la Cour suprême, qui supervise le fonctionnement du système judiciaire, ont été renforcés par les réformes constitutionnelles de 1995 et 2000. Le nombre de magistrats est passé de 9 à 12 en 1995 pour être finalement porté à 16 en 2000. Mais l'influence des partis a également pris de l'ampleur puisque tous les magistrats sont nommés par les partis selon un quota préétabli et sont élus pour un mandat de cinq ans par l'Assemblée nationale.

2.5 Le Conseil suprême électoral

Le Conseil suprême électoral est composé de sept magistrats et est responsable de l'organisation et de la tenue des élections, des plébiscites et des référendums. Les magistrats sont élus pour cinq ans par l'Assemblée nationale. Depuis l'amendement de la Constitution en 2000, les deux grands partis de l'Assemblée nationale, le PLC et le FSLN, ont la main mise sur la nomination des magistrats ce qui entraîne une plus grande polarisation du processus électoral et l'exclusion des petits partis politiques. Face à l'imminence des élections de novembre 2006, de nouveaux partis politiques ont fait leur apparition et les plaintes dénonçant la politisation du Conseil suprême électoral ont augmenté.

2.6 Les partis politiques

Le paysage politique du Nicaragua a de tous temps été dominé par deux partis: le *Parti Libéral Constitutionnel* (PLC) et le *Front Sandiniste de Libération Nationale* (FSLN ou *Sandinistes*). L'aile gauche, le FSLN, a renversé le régime de Somoza en 1979 et a gouverné jusqu'en 1990. L'aile droite, le PLC, est issue de l'*Union Nationale d'Opposition* qui prit le pouvoir au FSLN en 1990. En 1996, c'est le candidat du PLC, Arnoldo Aleman, qui devint Président et gouverna jusqu'en janvier 2002. Durant le mandat de M. Aleman, le PLC a été entaché par des scandales de corruption mais malgré cela, ce parti a réussi à remporter une majorité de 53 sièges à l'Assemblée nationale aux élections nationales de 2001. Sous Daniel Ortega, le FSLN s'est éloigné de ses racines socialistes a accepté les

principes de l'économie de marché. Lors des élections nationales de 2001, le FSLN a obtenu 38 sièges. Le Parti Conservateur (PC) n'a réussi qu'à en grappiller un.

2.7 Principaux événements récents

Enrique Bolaños est entré en fonction en février 2002 en s'engageant à combattre la corruption, ce qui le distingua de son prédécesseur, Arnoldo Aleman. Cependant, l'ancien Président Aleman a su utiliser son pouvoir politique pour se faire élire à la Présidence de l'Assemblée nationale peu après la fin de son mandat et a profité de cette situation pour se prémunir contre toute poursuite éventuelle faisant suite aux scandales de corruption.

Le 19 septembre 2002, la direction du Congrès du Nicaragua a été destituée, suite à un vote des députés présents, car elle s'était opposée à la levée de l'immunité de son Président, l'ex-Président Arnoldo Alemán, poursuivi par corruption. L'exclusion de M: Alemán et celle de ses proches - qui s'opposaient à toute commission d'enquête parlementaire sur les malversations et détournements d'argent effectués pendant son mandat - de la direction du Congrès résulte d'une alliance entre quelques libéraux de son parti, le PLC, avec les sandinistes³.

L'ancien président Alemán, actuellement assigné à résidence, continue de jouer un rôle politique prépondérant en tant que président du PLC, le Parti Libéral Constitutionnel, compte tenu de l'échéance électorale de novembre 2006. Les pressions tant nationales qu'internationales existent pourtant bel et bien pour que Alemán cède la direction du PLC et son rôle politique. L'Europe a d'ailleurs pour cette raison interdit l'accès à son territoire à l'ancien président pour une durée de 10 ans.⁴

Le Conseil permanent de l'OEA a encouragé, lors d'une déclaration, le gouvernement de Managua dans sa volonté de traduire en justice l'ancien président pour blanchissement d'argent, fraude, corruption et enrichissement illicite. Cette situation inédite qui oppose le Président à l'ancien, tous les deux membres du même parti, a entraîné une scission au sein du PLC. Les partisans du Président Bolaños ont décidé de créer un nouveau parti (APRE). Par conséquent, l'actuel Président a perdu la majorité au Congrès, car le bloc *arnoldista* se considère dorénavant un parti de l'opposition.

Le Président Bolaños est minoritaire au parlement nicaraguayen depuis la formation de l'alliance entre le parti de gauche, le FSLN, et le parti de droite, le PLC. Le climat politique s'est dégradé depuis septembre 2005, lorsque cette coalition a proposé de retirer l'immunité parlementaire de certains membres du gouvernement qui avaient été accusés de fraudes électorales.

Le dépôt, encouragé par la coalition FSLN-PLC, d'une motion de censure à l'encontre du président apparaissait dès lors comme une évidence dans un tel contexte jusqu'à ce que les

³ Les députés s'interrogent comment le patrimoine de l'ex-Président qui fut maire de Managua (1990-1996) avant d'être élu à la présidence (1997-2002), est passé de 50.000 dollars en 1989 à 250 millions de dollars en 2001 (voir *Le Monde* du 3 octobre 2002).

⁴ «L'Europe interdit, sur initiative espagnole, l'accès à son territoire à l'ancien président nicaraguayen Alemán». *El País*, 31/05/2006

États-Unis aient menacé de bloquer les aides économiques au Nicaragua si le président était démis de ses fonctions par l'opposition. En octobre 2005, la coalition d'opposition et le gouvernement ont conclu un accord prévoyant de geler toutes les réformes en cours jusqu'à la prochaine législature de 2007. L'opposition étant en position de force au congrès, le président Bolaños dispose d'un espace de manœuvre politique très limité.

2.8 Élections présidentielles de novembre 2006

Étant donné la position de faiblesse de l'actuel gouvernement au congrès, les élections présidentielles de 2006 ont prématurément centré l'attention sur la scène politique nicaraguayenne. La campagne électorale n'a pas été exempte d'ingérences externes étant donné que l'ambassadeur des États-Unis s'est ouvertement déclaré en faveur du candidat du PLC José Rizo, alors que le président vénézuélien, Hugo Chávez, soutient quant à lui ouvertement Daniel Ortega du FSLN. Il convient en outre d'insister sur les nombreuses plaintes déposées par différents candidats politiques contre la politisation présumée du Conseil électoral suprême.

Les partis traditionnels de gauche et de droite se sont scindés en différents groupes qui ont donné naissance à de nouveaux partis. Les principales candidatures présentées à l'occasion des élections de novembre 2006 émanent des formations politiques suivantes:

- Alliance libérale nicaraguayenne (ALN). Celle-ci qui se présentera aux côtés du Parti conservateur (PC) et d'autres formations de droite. Eduardo Montealegre, banquier et ex-ministre des affaires étrangères, est le candidat à la présidence et tête de liste. L'ALN est formé de dissidents du PLC qui ont abandonné leur ancien parti suite aux scandales de corruption et à la détention de l'ancien président Arnoldo Aleman.

- Alternative chrétienne (AC). Le candidat à la présidence pour l'AC n'est autre que Eden Pastora Gomez, plus connu sous le surnom de «Commandant Zéro» et suite à son rôle d'ancien chef guérillero sandiniste, auteur de la spectaculaire prise du Congrès nicaraguayen en 1978. L'AC est une modeste formation existant depuis deux ans et qui regroupe différentes tendances de centre-gauche.

- Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Le candidat à la présidence de cette formation est Daniel Ortega, leader historique du FSLN et ancien président du Nicaragua. Le FSLN est affaibli suite à plusieurs dissidences de membres qui ont rejoint le MRN. Il reste malgré tout un sérieux candidat à la présidence.

- Mouvement rénovateur sandiniste (MRN). Le candidat à la présidence du MRN est l'ancien maire de Managua et dissident du FSLN, Henry Lewites. Il avait initialement présenté sa candidature à la tête de liste de l'Alternative chrétienne, mais celle-ci a finalement été remportée par Eden Pastora.

- Parti constitutionnel libéral (PLC). Le candidat à la présidence est l'ancien vice-président José Rizo, celui-ci compte sur le soutien de l'ancien président Arnoldo Aleman. Le PLC rassemble des partis politiques et différentes formations de droite autour d'une position antisandiniste.

Les derniers sondages, d'avril 2006, placent Eduardo Montealegre, l'ancien maire de Managua, Henry Lewites et Daniel Ortega en bonne position dans la course à la présidence.

3. Politique extérieure

3.1. Relations avec les pays voisins

Les conflits opposant le Nicaragua et son voisin costaricien portant sur l'intérêt que revêtent pour les deux pays l'utilisation du fleuve San Juan délimitant la frontière entre les deux pays et le droit de mener tout au long du fleuve des contrôles douaniers restent d'actualité. Le Costa Rica a introduit en septembre 2005 cette affaire au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye.

Le Nicaragua se dispute les droits maritimes dans l'Atlantique avec le Honduras et la Colombie. Un groupe d'îles dans les Caraïbes, dont font partie San Andres et Providencia, est à la fois revendiqué par le Nicaragua et la Colombie. Le Honduras a donné raison aux revendications colombiennes dans un traité signé en 1999 entre la Colombie et le Honduras. Le Nicaragua a réagi en interrompant tout lien commercial avec son voisin hondurien et en avertissant que cela pourrait compromettre le processus d'intégration centraméricaine. Une solution militaire à ce conflit est improbable mais les deux pays ont engagé une sorte de guerre commerciale depuis lors. En décembre 2001, le Nicaragua a porté l'affaire devant la Cour internationale de Justice à La Haye. Le Président Bolaños a supprimé la taxe « patriotique » à l'importation des produits du Honduras avec la promesse mutuelle de respecter les décisions de la Cour internationale de Justice sur les frontières maritimes des deux pays.

Le Nicaragua est un membre actif du Système d'intégration centraméricain (SICA) et du Système d'intégration économique centraméricain (SIECA) qui rassemblent les pays de la région.

3.2 Relations avec les États-Unis

Les relations existantes entre le Nicaragua et les États-Unis sont fortes, Washington s'est toujours présenté comme un allié de choix au cours de l'administration Bolaños. Les États-Unis s'inquiètent d'une éventuelle victoire des sandinistes lors des élections présidentielles de novembre 2006, l'ambassadeur américain s'est donc ouvertement prononcé en faveur de la candidature de José Rizo du PLC.

Les États-Unis restent aujourd'hui le principal partenaire commercial du Nicaragua et le développement de l'économie nicaraguayenne reste fort dépendant des États-Unis. En 2006 un traité de libre échange a été conclu entre les États-Unis et l'Amérique centrale. Les liens unissant le Nicaragua aux États-Unis sont très étroits étant donné l'importante communauté nicaraguayenne vivant aux États-Unis et le volume toujours plus important de devise américaine intégrant l'économie nicaraguayenne.

II. SITUATION ÉCONOMIQUE

1 Introduction⁵

En octobre 1998, l'ouragan Mitch a dévasté l'économie du pays en causant de graves inondations à travers le pays. On estime que la plupart des cultures vivrières de base ont été détruites. Au moins 20 % des récoltes de café ont été perdues tandis que des produits plus récents comme les agrumes ont tous été détruits. Le coût total des réparations a compromis toute chance de croissance économique jusqu'en 2001 étant donné l'étendue des dommages causés aux infrastructures et au secteur agricole du pays.

Le Nicaragua comptait, en 2006, sur un revenu annuel par habitant de 851 dollars. Il faut signaler que plus de 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le chômage, le sous-emploi et l'économie souterraine y sont généralisés, cette situation génère d'importants conflits sociaux. L'économie nicaraguayenne se caractérise par un déficit commercial et budgétaire permanent, ce qui l'oblige à compter sur une aide extérieure considérable. Le service de la dette est très élevé ce qui hypothèque sérieusement le développement du pays.

L'économie nicaraguayenne est principalement basée sur la production agricole destinée à l'exportation. Elle se compose de café, de coton, de viande et de sucre mais aussi de produits traditionnels auxquels sont récemment venus s'ajouter des bananes, des oignons, des melons, du sésame et des produits de la pêche. En 2004, les exportations ont atteint le milliard de dollars. La production industrielle, principalement composée de denrées alimentaires traitées, comme de la viande ou du sucre raffiné, constitue un tiers des revenus de l'ensemble des exportations. Le secteur minier, la pêche, le commerce et les services financiers ont connu un essor important au cours de ces dernières années, tout comme le tourisme qui constitue à l'heure actuelle la troisième source de revenus du pays.

L'économie du Nicaragua dépend de celle des États-Unis vers laquelle se concentraient 63,5 % des exportations en 2004 et d'où provient la grande partie des revenus touristiques. Il est donc logique de penser que les événements dont ont été victimes les États-Unis ces derniers temps, qui supposent une chute de l'activité touristique et probablement un ralentissement de l'économie américaine, vont avoir des répercussions négatives sur l'économie nicaraguayenne sans que l'on puisse pour autant les évaluer avec précision pour le moment. Les autres marchés d'exportation sont l'Amérique centrale (26,5%) et l'UE (10,1%). Les importations sont essentiellement composées de biens de consommation, de biens de production et de biens d'équipement ainsi que de pétrole brut et de produits dérivés du pétrole. En 2004, Ces importations provenaient principalement des États-Unis (26,29 %), du Venezuela (9,60 %) et d'Amérique centrale (24 %).

Le Président Bolaños était en faveur d'une croissance économique menée par le secteur des exportations, l'agriculture et la construction. Les investissements privés d'origine intérieure et étrangère étaient en augmentation et le secteur bancaire privé ne cessait de s'étendre. Ces politiques ont été mises en œuvre avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI)

⁵ Voir annexe IV

qui a accordé un prêt de 26,1 millions de dollars pour soutenir le programme gouvernemental de réduction de la pauvreté. Ce crédit faisait partie d'un programme économique de trois ans à hauteur de 138 millions de dollars signé en 1998 avec le FMI. Une partie de ce programme demande d'adhérer à la stratégie provisoire pour la réduction de la pauvreté. Il est notamment essentiel que le gouvernement agisse pour résoudre les sérieux problèmes auxquels est confronté le système bancaire, pour définir un nouveau cadre de droit bancaire et superviser le tout. L'accord a été renégocié avec le gouvernement du Président Bolaños et 129 millions de dollars ont été accordés dans le cadre du programme Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) par le FMI en décembre 2002.

Le FRPC repose sur quatre piliers :

- une croissance économique générale et une réforme structurelle ;
- un investissement dans le capital humain (c'est-à-dire l'éducation et les services de soins de santé) ;
- une meilleure protection des groupes les plus vulnérables (l'accès aux services publics) ;
- une bonne gouvernance et un développement des institutions.

Le programme de suivi de l'accord conclu avec le FMI marque la politique macroéconomique du gouvernement et le contraint à adopter des mesures au coût social considérable étant donné la réduction exigée des dépenses publiques, l'exigence d'augmenter les réserves dont dispose le pays et la nécessité de vendre certaines entreprises de propriété publique, comme la *Empresa Nicaragüense de Electricidad* et le lot d'actions (40%) que détient l'État dans la *Empresa Nicaragüense de Telecomunicaciones* qui fut vendue en août 2001 à un consortium suisse-hondurien (Telia Swedtel et ECME), vente controversée et contestée par la mairie de Managua qui a introduit un recours en justice. La Banque mondiale recommande actuellement de relancer le processus de privatisation.

2. Situation économique actuelle

L'économie nicaraguayenne a fortement progressé depuis le retour à la démocratie et à une paix civile relative et ceci malgré les dégâts causés par l'ouragan Mitch et les catastrophes naturelles qui en ont découlé et qui ont entraîné une baisse de la croissance en 2001 et en 2002. Le secteur primaire a été marqué par le déclin des prix internationaux qui s'est traduit par une détérioration du commerce, notamment à cause de la chute des prix du café et la hausse des prix du pétrole. Les investissements privés d'origine intérieure et étrangère sont en train d'augmenter et le secteur bancaire privé continue de s'étendre.

2.1 Croissance

L'économie a retrouvé une dynamique positive après avoir subi les effets dévastateurs de l'ouragan Mitch. Ces dernières années, la croissance a atteint 5,1 % en 2004, 3,9 % en 2005. Une croissance de 3,4 % est attendue pour 2006. Cette dynamique positive devrait se poursuivre grâce à l'augmentation de la demande globale. La croissance économique reste étroitement liée à l'aide internationale et aux résultats économiques des États-Unis, principal partenaire commercial du Nicaragua.

2.2 Inflation

L'inflation a atteint son plus bas niveau en 2002 (4 %) et en 2003 (5,1 %) avant de remonter aux alentours de 9 % entre 2004 et 2006 où l'inflation a subi les effets de l'augmentation du prix du pétrole et de la consommation intérieure. Quoiqu'il en soit, le fait de maintenir le niveau d'inflation sous la barre des 10 % au cours de ces dernières années doit être perçu comme un succès des politiques économiques mises en place.

2.3 Balance courante

Le Nicaragua souffre d'un déficit extérieur chronique. Malgré une augmentation des exportations et des recettes générées par le tourisme et les progrès réalisés par le gouvernement en matière d'ajustement structurel et de réduction de la dette extérieure, le pays reste extrêmement dépendant de l'aide extérieure pour équilibrer ses comptes. Cette dépendance continuera d'exister dans un futur proche⁶. Le déficit commercial en 2004 était de 1 milliard 100 millions de dollars et restait étroitement lié aux variations du prix des matières premières constituant les principales exportations nicaraguayennes.

2.4 Dette extérieure

La dette extérieure reste élevée, même après en avoir annulé la moitié entre 1995 et 1996. Cependant, même si la dette extérieure continue de grever les finances publiques, la situation devrait s'améliorer dans les prochaines années. Le Nicaragua a réussi à réduire sa dette extérieure de 7 milliards de dollars en 2001 à 3,5 milliards de dollars en 2006. La dette représente malgré tout encore 71 % du PIB nicaraguayen en 2006 et devrait donc rester un problème macroéconomique de taille dans les années à venir.

⁶ World Market Research Centre

III. RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LE NICARAGUA⁷

1. Introduction :

C'est en 1984 que débute le dialogue politique entre l'Union européenne et les pays de l'isthme centraméricain et les réunions périodiques plus connues sous le nom de dialogue interministériel de San José. Ces réunions, regroupant les ministres des affaires extérieures d'Amérique centrale et des États de l'Union européenne, se tiennent chaque année.

L'objectif de ces rencontres est de renforcer la coopération, de consolider les régimes démocratiques, de consolider l'État de droit et de coopérer à l'intégration régionale. Une de ces conférences interministérielles s'est tenue au Guatemala en mars 2001. Différents aspects ont été abordés lors de cette rencontre comme l'effort pour la démocratisation et le développement de l'État de droit dans les pays centraméricains, la promotion de la lutte contre les armes légères et les mines antipersonnel, le problème de trafic de drogue en Amérique latine et la coresponsabilité des pays consommateurs et, finalement, le thème de l'intégration régionale.

Entre 1976 et 2000, l'aide communautaire bilatérale avec l'Amérique centrale s'est élevée à 280 millions d'euros. De cette somme, environ 120 millions d'euros ont été consacrés au cadre de coopération technique et financière. Il convient également de mentionner l'aide alimentaire où ont été investis plus de 55 millions d'euros faisant ainsi de l'Amérique centrale la région bénéficiant de l'aide communautaire la plus élevée par habitant.

2. Relations dans le cadre régional

En 1992, L'Union européenne et les pays d'Amérique centrale ont analysé un projet de coopération globale, analyse qui a débouché sur la signature d'un accord-cadre en 1999 (décision du Conseil de 1999/194/CE).

Cet accord s'articule autour du respect des droits de l'homme et des principes démocratiques. Il prévoit une clause évolutive permettant d'élargir les champs de coopération pour toutes les questions d'intérêt commun prévisibles: l'économie, le commerce, les questions sociales, la science et la technologie, l'environnement et l'intégration régionale.

En 1993, le Parlement européen a adopté la conclusion d'un cadre de coopération entre l'Union européenne et l'Amérique centrale. Cet accord, de troisième génération, comporte un volet de coopération économique et commerciale et d'aide au développement qui a pour objectif d'améliorer la communication et le développement entre pays et de faciliter l'accès de leurs produits sur le marché.

En 1994, trois grands axes de coopération ont été définis:

- l'aide à la consolidation et à la modernisation de l'État de droit,
- le soutien à un développement continu et permanent des régions (investissements dans les ressources humaines et dans le secteur agricole et non agricole),
- la coopération économique.

⁷ Voir annexes V à VIII

Le sommet de Madrid de mai 2002 avait incité l'UE et l'Amérique centrale à intensifier leurs relations. Ainsi, le récent accord de dialogue politique et de coopération entre les deux partenaires, signé en décembre 2003, institutionnalise le processus de dialogue de San José lancé il y a vingt ans, lequel a contribué au rétablissement de la paix et de la démocratie dans la région au début des années 90. En outre, il étendra la coopération au contrôle de l'immigration, la lutte contre le terrorisme et la coopération économique, au-delà des thèmes déjà couverts par l'accord de 1993. Les bases nécessaires à l'ouverture de négociations visant à la libéralisation des échanges commerciaux, à l'exemple des accords UE-Mexique et UE-Chili, ont été lancées lors du Sommet de Guadalajara de mai 2004.

À l'occasion du sommet de Vienne, en 2006, l'UE et l'Amérique centrale ont adopté, sur la base des objectifs communs établis dans la déclaration de Guadalajara, une décision visant à engager des négociations relatives à un accord d'association et à la création d'une zone de libre échange.

Les deux parties ont convenu de signer un accord d'association global et espèrent ouvrir les négociations dès que possible pour une mise en œuvre rapide et effective.

L'Amérique centrale a confirmé son intention d'appliquer les décisions adoptées par les chefs d'État centraméricains le 9 mars à Panama ainsi que de chercher à ratifier le traité centraméricain sur les investissements et les services et de développer un mécanisme juridique susceptible de garantir l'application de la législation économique dans toute la région.

3. Relations bilatérales

Au début des années 90, après la signature des accords de paix, l'aide communautaire s'est concentrée sur la réduction de la pauvreté et sur la relocalisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées; ceci a considérablement contribué à restaurer la paix dans de nombreuses zones du pays. De 1992 à nos jours, l'aide communautaire s'est approximativement élevée à 350 millions d'euros dont 10 ont été consacrés à l'aide humanitaire et à peu près 50 au cofinancement d'ONG. Le pays a reçu, dans les années 80 et 90, des sommes conséquentes de la part des États membres de l'UE en guise d'aide mais l'ouragan Mitch a détruit la plupart de ce qui avait été réalisé au cours de ces années.

En 1999, la Commission a lancé un programme régional pour la reconstruction de l'Amérique centrale (PRRAC). Ce programme se concentre sur les politiques de santé, le secteur social et l'éducation ; 256,6 millions d'euros y ont été investis. Le centre de gestion en charge du programme est situé à Managua, sous la responsabilité du chef de la Commission au Nicaragua.

En mars 2001, le commissaire pour le développement et l'aide humanitaire, Poul Nielson, s'est rendu au Nicaragua pour y établir une série de projets de soutien par l'intermédiaire d'une organisation d'aide humanitaire (ECHO): le financement de la région de Masaya, fortement touchée par le passage de l'ouragan Mitch (projet de 11,6 millions d'euros), la reconstruction des régions dévastées par le tremblement de terre de juillet 2000 (projet de

1,8 million d'euros) et un troisième projet qui se concentre sur l'aide humanitaire et dispose d'un budget de 1,1 million d'euros.

Entre 1998 et 2000, le budget communautaire pour ce pays s'est élevé à 98 millions d'euros, ce qui représente le budget le plus élevé reçu par la Nicaragua et fait donc de l'Union européenne le principal donateur du pays. Trois priorités ont été établies pour l'aide européenne au Nicaragua dans le document de stratégie par pays (DSP) 1998-2000: soutenir la gouvernance démocratique, développer la production agricole et l'élevage et intensifier la coopération sociale.

Le Nicaragua participe également à des programmes horizontaux comme AL-INVEST (coopération entre les entreprises), ECIP (Partenaires de la communauté européenne dans l'investissement), URB-AL (un programme visant à résoudre des problèmes concrets de développement local urbain en Amérique latine) et ALFA (un programme de coopération entre les institutions d'enseignement supérieur d'Europe et d'Amérique latine). Un nouveau document de stratégie a été adopté pour la période 2001-2006.

Un protocole d'accord octroyant la somme de 191,5 millions d'euros pour la coopération technique et économique a été signé à Managua le 29 mars 2001 entre la Communauté européenne et la République du Nicaragua. .

Le document de stratégie par pays (DSP), décidé par la Commission en mai 2002, définit les principes de coopération technique et économique pour la période 2002-2006. Cette coopération participera ainsi au programme de réduction de la pauvreté et se concentrera sur:

- la politique de développement rural et local (dont fait partie la propriété foncière) pour 55% du programme indicatif,
- l'éducation (20% du programme indicatif),
- la gouvernance et la sécurité civile (10% du programme indicatif),
- la coopération économique (5% of du programme indicatif).

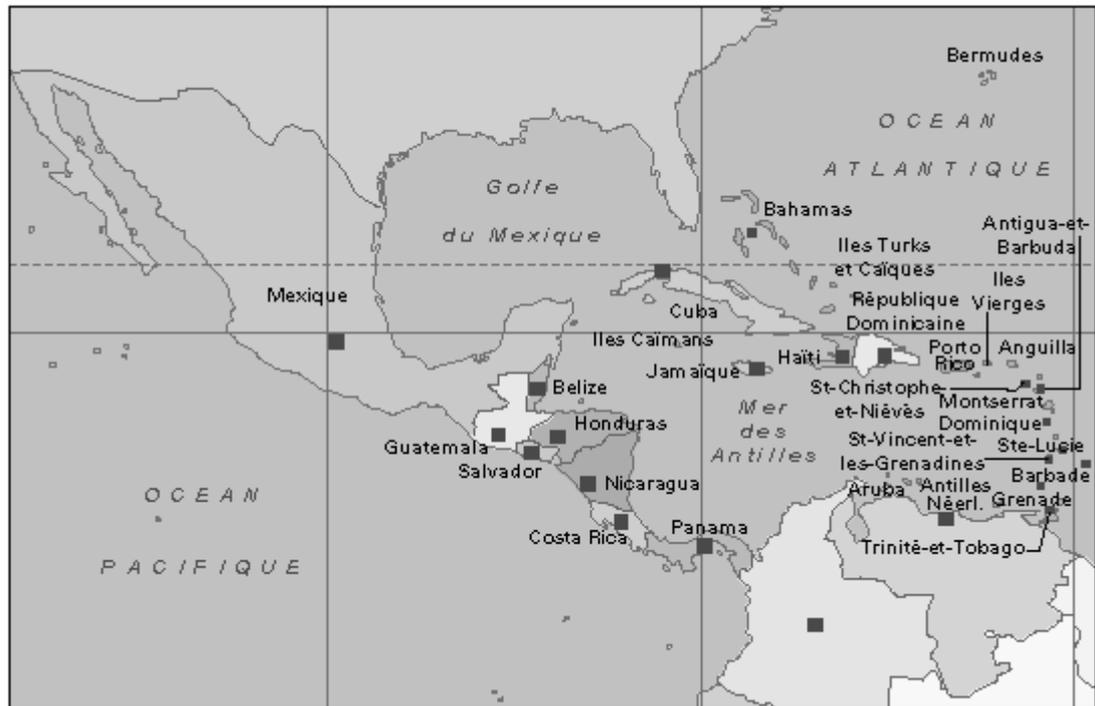
Outre ce programme indicatif, des fonds seront également consacrés au cofinancement d'ONG, à des activités régionales, à la sécurité alimentaire ainsi qu'à d'autres instruments de développement plus spécifiques.

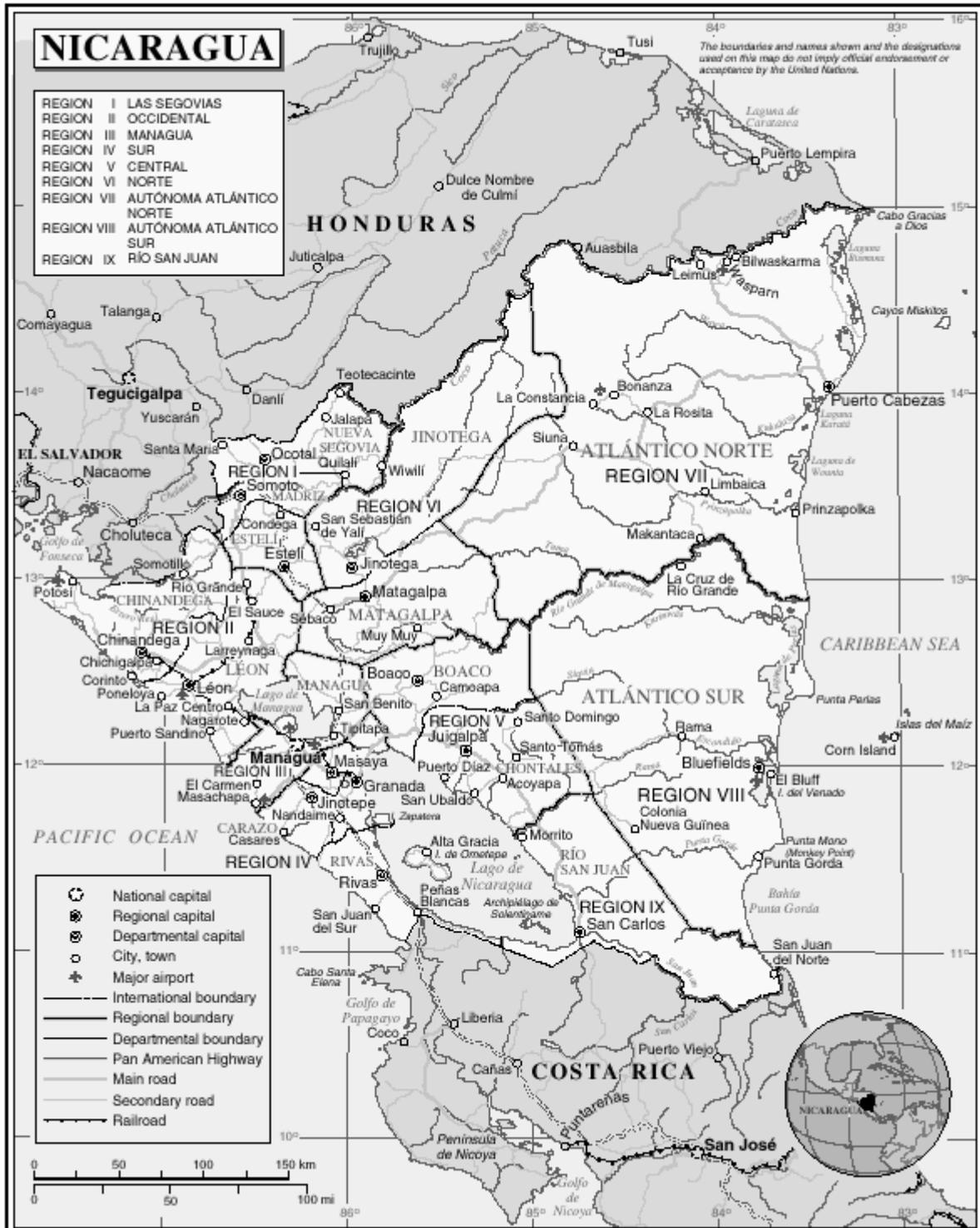
4. Rôle du Parlement européen

La délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays de l'Amérique centrale a, dans ses activités, la participation de membres du PE comme observateurs lors des consultations électorales et comme médiateurs lors de conflits régionaux. Le PE entretient également des relations suivies avec les parlements de la région et le Parlement centro-américain (Parlacen). En 1974, les conférences interparlementaires Communauté européenne-Amérique Latine ont commencé à se réunir tous les deux ans. Pendant les années 80, le PE a centré son attention sur le processus de paix et de démocratie dans la région concevant l'intégration régionale comme une solution aux difficultés rencontrées par ces pays. C'est une raison pour laquelle les relations entre le Nicaragua et l'Union doivent aussi être envisagées à l'aune des relations de celle-ci avec toute l'Amérique centrale.

L'augmentation des moyens de coopération, l'extension des activités de la BEI à l'Amérique centrale et la réorientation générale de la politique de coopération communautaire sont encouragés par le PE. Il souhaite que l'Union fasse de toute l'Amérique latine l'un des ses principaux interlocuteurs mondiaux et institue à cet effet un "dialogue transatlantique", incluant notamment la sécurité et la défense, et élabore un programme d'action global pour la région doté de crédits suffisants. Ces objectifs devraient se traduire, selon lui, par de nouveaux accords allant au-delà des simples accords commerciaux et d'aide au développement en envisageant des zones de libre-échange et de coopération politique plus approfondie, afin d'aboutir à la création d'une zone de libre échange à l'horizon 2010, suite à l'élan donné par le sommet de Vienne en 2006.

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES





ANNEXE III

CENTROAMÉRICA: EXTENSIÓN TERRITORIAL, POBLACIÓN TOTAL Y DENSIDAD POR KM²

	Extensión (miles de km ²)	Población total (millones)		Densidad (habitantes por km ²)	
		1950	2000	1950	2000
Guatemala	109	3,0	11,4	27	105
El Salvador	21	1,9	6,3	90	300
Honduras	112	1,4	6,5	13	58
Nicaragua	130	1,1	4,7	8	36
Costa Rica	51	0,9	3,8	18	75
Total	423	8,3	32,7	20	77

FUENTE: Celade, *Boletín Demográfico*, núm. 59, enero de 1997.

CENTROAMÉRICA: POBLACIÓN URBANA EN CIUDADES DE MÁS DE 20.000 HABITANTES COMO PORCENTAJE DE LA POBLACIÓN TOTAL

	1930	1950	1970	1980
Guatemala	10	11	16	19
El Salvador	10	13	20	25
Honduras	5	7	20	24
Nicaragua	18	15	31	37
Costa Rica	13	18	27	30
América Latina	18	29	42	47

FUENTE: *Statistical Abstract of Latin American*, vol. 21 (1981), cuadro 634 y vol. 26 (1988), cuadro 663.

CENTROAMÉRICA: PRODUCTO PER CÁPITA (EN DÓLARES DE 1970)

	1920	1940	1960	1980	1998
Guatemala	166	352	335	582	538
El Salvador	157	193	311	434	460
Honduras	198	191	236	303	306
Nicaragua	171	178	278	311	198
Costa Rica	299	301	471	870	955

ANNEXE IV

NICARAGUA - ECONOMIC DATA (1)							
	1998	1999	2000	2001	2002	2003e	2004f
Domestic Data							
GDP Growth %	4,2	7,4	5,8	3,3	1	1,7	3,1
Agriculture % GDP	..	33	..	..	..	..	..
Industry % GDP	..	16	..	..	..	..	..
Services % GDP	..	45	..	..	..	..	..
Inflation %	13,1	11,2	7,4	7,4	4,4	4,2	4
Budget Balance % GDP	-7,4	-7	-8,1	-14,3	-11	-7	-6
GDP \$bn	2,1	2,21	2,43	2,55	2,57	2,58	2,6
GDP Per Capita \$	443,6	449	481	489	475	495	492
Population m	..	4,94	5,07	5,2	5,33	5,46	5,59
External Data							
\$ to Currency	11,2	12,31	12,9	13,76	14,67	15,5	16,5
Exports \$m	579,4	552	650	615	575	620	680
Export Growth %, y-on-y	-8,2	-4,78	17,65	-5,43	-6,44	7,83	9,68
Imports \$m	-1383,1	-1698	-1653	-1620	-1520	-1550	-1678
Imports Growth % y-on-y	4	21,55	-2,66	-1,98	-6,2	1,97	8,26
Trade Balance \$m	-803,7	-1145,8	-1003,2	-1005,8	-945	-930	-998
Total Export Earnings \$m	..	870	984	947	920	980	1000
Current Account Balance \$m	-503	-992	-789	-854	-520	-510	-540
Current Account % GDP	-23,7	-44,86	-32,45	-33,48	-20,23	-19,77	-20,77
Reserves (minus gold) \$m	350,4	509,71	488,46	379,93	350	350	360
Reserve Import Cover - Months	3	3,6	3,55	2,81	2,76	2,71	2,57
Foreign Direct Investment \$m	183	337	267	150	110	170	200
Foreign Direct Investment % GDP	8,6	15,25	10,98	5,89	4,28	6,59	7,69
Total External Debt \$m	6442,2	6909	6853	6391	6800	6850	6920
Short Term Debt \$m	753,9	865	911	674	870	900	920
Total Debt Service \$m	..	178	274	326	580	320	300
Total Debt % GDP	302,9	312,34	281,9	250,64	264,59	265,5	266,15
Debt Service Ratio % Total Exports	42,5	20,48	27,83	34,41	63,04	32,65	30
Short Term Debt % Total Debt	11,7	12,51	13,29	10,54	12,79	13,14	13,29
Short Term Debt % Reserves	212,5	169,61	186,49	177,32	248,57	257,14	255,56
External Assets \$m	..	398	548	864	900	870	850
External Liquidity Gap% Total Exports	..	187,65	147,97	126,65	116,81	113,62	116,33

(1) Source: World Markets Research Centre							

ANNEXE V

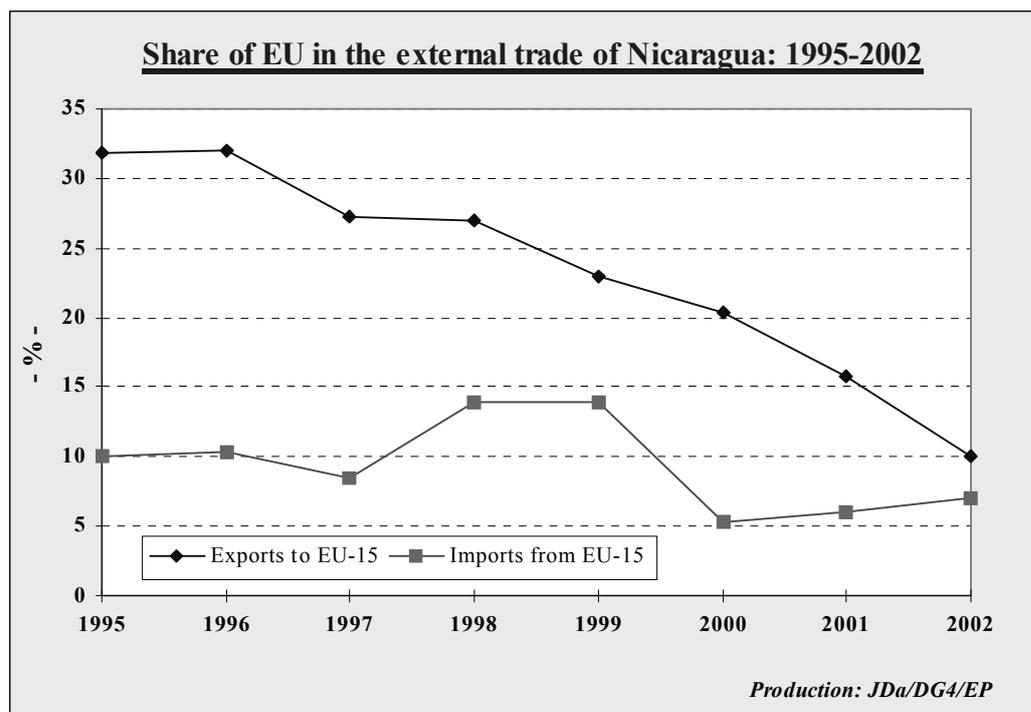
Trade relations EU-Nicaragua: 2002							
<u>Structural analyses</u>							
<u>EU-imports (cif)</u>							
	1000 €	- % -	<u>Main products (SITC division):</u>	SITC 3rd rev.	1000 €	% of total	Intra-industry trade intensity (1)
Total	82.542	100,0	COFFEE, TEA, COCOA, SPICES, AND MANUFACTURES THEREOF	07	46.067	55,8	198,6
of which:			FISH, CRUSTACEANS AND MOLLUSCS AND PREPARATIONS THEREOF	03	9.853	11,9	199,9
A: Raw materials	70.237	85,1	ORGANIC CHEMICALS	51	6.999	8,5	169,2
Food, beverages and tobacco (0+1)	61.498	74,5	OIL SEEDS AND OLEAGINOUS FRUITS	22	4.690	5,7	200,0
Raw materials (2+4)	8.715	10,6	TOBACCO AND TOBACCO MANUFACTURES	12	3.422	4,1	189,6
Energy (3)	24	0,0	CRUDE ANIMAL AND VEGETABLE MATERIALS, N.E.S.	29	2.623	3,2	190,7
B: Manufactured articles	11.526	14,0	LEATHER, LEATHER MANUFACTURES, N.E.S. AND DRESSED FURSKINS	61	2.091	2,5	199,3
Chemicals (5)	7.037	8,5	CORK AND WOOD	24	1.082	1,3	194,3
Machinery and transport eq. (7)	1.440	1,7	VEGETABLES AND FRUIT	05	925	1,1	126,8
Other manufactured products (6+8)	3.050	3,7	LIVE ANIMALS OTHER THAN ANIMALS OF DIVISION 03	00	606	0,7	200,0
<u>EU-exports (fob)</u>							
	1000 €	- % -	<u>Main products (SITC division):</u>	SITC 3rd rev.	1000 €	% of total	Intra-industry trade intensity (1)
Total	115.602	100,0	TELECOMMUNIC. + SOUND RECORDING + REPROD. APPARATUS + EQUIPMENT	76	28.065	24,3	0,3
of which:			MACHINERY SPECIALIZED FOR PARTICULAR INDUSTRIES	72	10.940	9,5	7,5
A: Raw materials	12.481	10,8	ELECTR. MACH., APP. + APPLIANCES, N.E.S. + ELECTR. PARTS THEREOF	77	7.127	6,2	1,4
Food, beverages and tobacco (0+1)	6.334	5,5	GENERAL INDUSTR. MACH. + EQUIPMENT, N.E.S., MACHINE PARTS, N.E.S.	74	6.628	5,7	0,5
Raw materials (2+4)	810	0,7	PROFESSIONAL, SCIENTIFIC + CONTROLLING INSTRUM. + APPARATUS, N.E.S.	87	5.506	4,8	2,7
Energy (3)	5.337	4,6	PETROLEUM, PETROLEUM PRODUCTS AND RELATED MATERIALS	33	5.337	4,6	0,9
B: Manufactured articles	99.800	86,3	ROAD VEHICLES (INCLUDING AIR-CUSHION VEHICLES)	78	5.197	4,5	16,2
Chemicals (5)	13.991	12,1	MEDICAL AND PHARMACEUTICAL PRODUCTS	54	5.050	4,4	1,0
Machinery and transport eq. (7)	62.992	54,5	MISCELLANEOUS MANUFACTURED ARTICLES, N.E.S.	89	4.651	4,0	3,3
Other manufactured products (6+8)	22.817	19,7	POWER GENERATING MACHINERY AND EQUIPMENT	71	3.943	3,4	8,9
Source: COMEXT 2 database, EUROSTAT							
Production: JDa/DG4/European Parliament							
(1) The index can vary between 0 and 200: 0 means only exports, 200 only imports and 100 means balance in trade							

<u>Index: $((x+m)-(x-m))/(x+m)*100$</u>							
--	--	--	--	--	--	--	--

Trade of the EU with Nicaragua by Member States					
EU-imports (cif)					
	2003		January-December:		
	1000 €	- % -	2002	2003	% change
Total	71.197	100,0	82.542	71.197	-13,7
<i>of which:</i>					
France	5.180	7,3	11.272	5.180	-54,0
Netherlands	8.182	11,5	12.406	8.182	-34,1
Germany	10.196	14,3	16.267	10.196	-37,3
Italy	5.791	8,1	5.979	5.791	-3,1
United Kingdom	13.940	19,6	10.553	13.940	32,1
Ireland	178	0,3	34	178	424,1
Denmark	523	0,7	1.037	523	-49,5
Greece*	807	1,1	212	807	281,2
Portugal	408	0,6	767	408	-46,8
Spain	15.021	21,1	12.514	15.021	20,0
Belgium	3.464	4,9	4.299	3.464	-19,4
Luxembourg	0	0,0	5	0	-100,0
Sweden	1.684	2,4	1.215	1.684	38,7
Finland	3.615	5,1	3.925	3.615	-7,9
Austria	2.209	3,1	2.058	2.209	7,3
EU-exports (fob)					
Total	116.581	100,0	115.602	116.581	0,8
<i>of which:</i>					
France	3.857	3,3	4.525	3.857	-14,8
Netherlands	6.481	5,6	3.752	6.481	72,7
Germany	27.273	23,4	22.660	27.273	20,4
Italy	7.424	6,4	8.679	7.424	-14,5
United Kingdom	5.304	4,5	7.287	5.304	-27,2
Ireland	1.218	1,0	465	1.218	161,9
Denmark	1.748	1,5	2.345	1.748	-25,5
Greece*	122	0,1	3	122	4088,6
Portugal	589	0,5	762	589	-22,7
Spain	26.999	23,2	31.536	26.999	-14,4
Belgium	13.102	11,2	9.712	13.102	34,9
Luxembourg	21	0,0	21	21	1,7
Sweden	14.871	12,8	21.955	14.871	-32,3
Finland	869	0,7	679	869	28,0
Austria	6.703	5,7	1.220	6.703	449,6
Source: COMEXT database, EUROSTAT					
Production: JDa/DG4/European Parliament					
*Greece: December 2003 estimated					

External trade of Nicaragua: 1995-2002										
										MIO ECU/ €
	Export					Import				
	Total	of which				Total	of which			
		EU-15		EU-25			EU-15		EU-25	
		Mio ECU	%	Mio ECU	%		Mio ECU	%	Mio ECU	%
1995	389	124	31,8	124	31,8	772	78	10,1	80	10,3
1996	520	166	32,0	166	32,0	847	87	10,3	88	10,4
1997	588	160	27,3	161	27,4	1.296	110	8,5	110	8,5
1998	493	133	27,0	134	27,1	1.367	92	14,0	94	6,9
1999	477	109	22,9	110	23,0	1.617	79	14,0	82	5,1
2000	681	139	20,4	139	20,4	1.863	99	5,3	101	5,4
2001	594	94	15,8	94	15,8	1.980	118	6,0	124	6,3
2002	671	67	10,0	68	10,1	1.906	134	7,0	138	7,2

Source: COMTRADE-UN
Production: JDa/DG4/EP



Trade of the EU with Nicaragua: 1995-2003			
			<i>MIO ECU/€</i>
	EU-imports (cif)	EU-exports (fob)	Balance
1995	111	76	-35
1996	123	85	-38
1997	134	56	-78
1998	160	87	-72
1999	114	86	-27
2000	211	116	-95
2001	121	95	-26
2002	83	116	-160
2003	71	117	45

Source: COMEXT database, EUROSTAT
 Production: JDa/DG4/European Parliament

